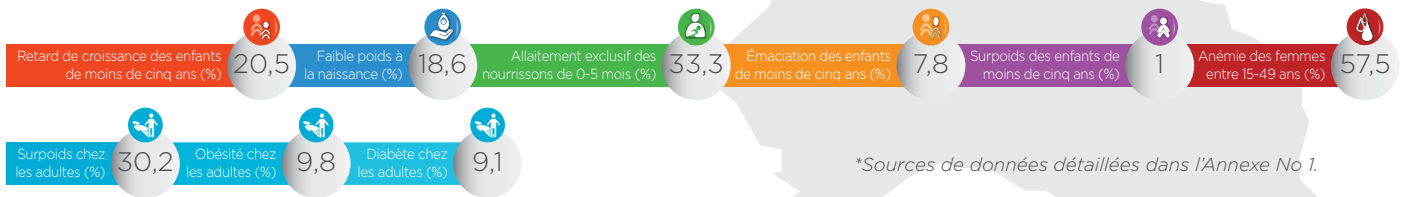


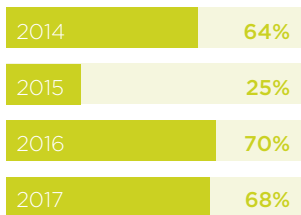


Date d'adhésion : juin 2011  
Population : 14,98 millions

# Sénégal



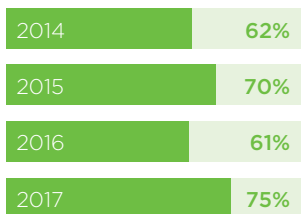
## Transformations institutionnelles en 2016-2017



### Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Une analyse institutionnelle de la Cellule de lutte contre la malnutrition a été effectuée dans le cadre de l'étude sur l'évaluation des capacités institutionnelles et organisationnelles du secteur de la nutrition au Sénégal. Une réflexion a été lancée sur la révision du mandat de la Cellule de lutte contre la malnutrition. La Cellule de lutte contre la malnutrition effectue régulièrement des visites pour le suivi des activités de terrain et des rapports d'avancement réguliers sont réalisés. Des comités régionaux de suivi de la Cellule de lutte contre la malnutrition sont fonctionnels. 10 plateformes de la société civile sur les 14 existantes fonctionnent de manière décentralisée. Une réunion de la

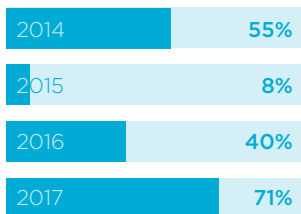
plateforme gouvernementale, quatre réunions statutaires de la plateforme société civile et trois réunions de la plateforme des donateurs/Nations unies ont eu lieu sur la période. Le dialogue a été engagé avec les médias, le secteur privé et les universitaires ; les acteurs clés de ces groupes contribuent à l'élaboration des plans d'action de leurs secteurs respectifs. Le réseau des parlementaires pour le renforcement de la nutrition a été mis en place et a participé à une séance sur le plaidoyer en faveur de la nutrition lors de la douzième législature du Sénégal en avril 2017 et lors de la journée « Tous unis pour la nutrition » en juin 2016.



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Des études sur « l'évolution politique » et « l'économie politique » de la nutrition ont été conduites dans le cadre du « cas d'investissement ». Un diagnostic des cadres juridiques, réglementaires et institutionnels de la nutrition et de la sécurité alimentaire a été réalisé. Les différentes mises à jour ont

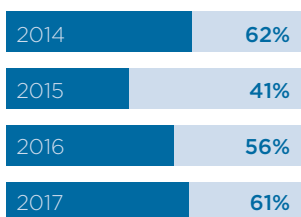
concerné le cadre politique. Les politiques, normes et protocoles de la santé de la reproduction et de la survie de l'enfant (SRSE) ont été finalisés en 2016. Des discussions sont en cours pour renforcer la législation sur les substituts du lait maternel.



### Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan stratégique multisectoriel de la nutrition (PSMN) a été finalisé au terme d'un processus participatif et inclusif. Les élus locaux ont été impliqués dans le processus d'élaboration du PSMN. Douze plans d'ac-

tion sectoriels définissant la mise en œuvre et le rôle des acteurs ont été élaborés avec le soutien des agences des Nations unies, des donateurs et des représentants de la société civile.



### Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Le niveau de l'allocation budgétaire du gouvernement reste stable. Le niveau de mise à disposition des ressources par les partenaires extérieurs est satisfaisant avec l'implication de nouveaux acteurs, notamment la coopération espagnole et la coopération japonaise. Les 12 Plans d'actions que les secteurs ont développés dans le cadre du PSMN

sont tous chiffrés. Les coûts des interventions spécifiques et sensibles ont été identifiés. Le gouvernement et la plateforme de la société civile poursuivent leur plaidoyer pour l'augmentation des ressources alloués sur la base d'un guide de plaidoyer élaboré par la société civile.



## PRIORITÉS 2017-2018

- Renforcer la ligne budgétaire de l'État ;
- Améliorer le suivi budgétaire au niveau des secteurs et des autres parties prenantes ;
- Élaborer des plans de communication, de suivi-évaluation et de mobilisation des ressources qui doivent permettre l'opérationnalisation du PSMN.